

Saint-Brieuc

L'asso du petit train s'inquiète pour la sauvegarde de son matériel



UN ANCIEN ATELIER DE L'USINE DE BRIQUETERIE, CI-DESSUS À DROITE, UTILISÉ COMME GARAGE PAR L'ASSO DES CHEMINS DE FER, EST VOUÉ À LA DÉMOLITION. L'AGGLO NE PRÉVOIT PAS DE LE RECONSTRUIRE. LE TÉLÉGRAMME/GWÉNAËLLE LE NY

○

G. L. N.

Le déménagement annoncé de l'expo permanente de la Briqueterie, décidé par Saint-Brieuc Armor Agglomération, n'est pas le seul problème de **l'Association des chemins de fer des Côtes-du-Nord**. Un des bâtiments qu'elle utilise comme atelier de réparation et de stockage, partie intégrante de l'ancienne usine, est sous le coup d'un arrêté de péril. Propriétaire, l'Agglo a décidé de le démolir. L'asso, qui n'a pas de lieu de stockage alternatif, estime qu'« il y a péril pour le matériel et les pièces de collection ». Elle demande sa reconstruction.

« Aucune ligne budgétaire n'est prévue pour nous et pourtant, cela fait quinze ans que la reconstruction de cet atelier est sur la table de l'Agglo », peste Christophe Le Verger, le président qui dénonce une inaction politique. « Des sous, ils n'ont qu'à aller en chercher, ils ont bien su trouver plus de 800 000 € pour la Briqueterie ».

Trop coûteux pour l'Agglo

Le financement, c'est le problème mis en avant par Christine Métois-Le Bras, vice-présidente de l'Agglo chargée du rayonnement culturel. « Pour reconstruire, il en coûterait 2 M€. C'est bien plus

que le budget que nous avons pour réorganiser la Briqueterie. De plus, sur ce site, il y a des contraintes d'urbanisme liées à la loi Littoral ». Quant à envisager une consolidation : « Une étude a été réalisée en ce sens. Les spécialistes nous disent que la structure ne tiendrait pas ».

En contrepartie, l'Agglo a prévu de fermer partiellement un carport. Insuffisant pour Christophe Le Verger. « Cela ne permettra pas de sécuriser le matériel et ça reste trop petit ».

Christine Métois-Le Bras reconnaît « une situation complexe pour l'association » mais la renvoie néanmoins à ses responsabilités. « Il y a quelques années, on leur a fait une proposition pour déménager au Légué, ils n'en ont pas voulu », souligne-t-elle.

Le sujet sera remis sur la table lors d'une rencontre prévue en décembre. Le président en attend beaucoup : « On espère un revirement. C'est une question de volonté politique ».